

Erasmus+ vise désormais tous les jeunes

Mobilité internationale, découverte interculturelle et immersion linguistique, tels sont les défis relevés par le programme Erasmus, qui permet, depuis près de trente ans, à des étudiants de partir dans les universités de 25 pays européens. Erasmus+, né en 2014, va plus loin. Doté d'un budget plus ambitieux, il s'ouvre à des publics plus diversifiés : tous les jeunes ont désormais des opportunités de mobilité pour se former et se doter de compétences utiles sur le marché du travail. Dans le contexte de l'après Charlie, insertion professionnelle et citoyenneté sont désormais les deux objectifs d'Erasmus+. Le profil type du bénéficiaire d'Erasmus était jusqu'ici une étudiante, de 22 ans, en licence, partant étudier 6 mois à l'étranger et, majoritairement en Espagne. En 2015, l'Erasmus est plutôt un apprenti en alternance qui part en stage de 3 à 6 mois dans une entreprise du Nord de l'Europe. Les budgets offrent une mobilité à tous types d'apprentis, lycéens en bac pro, étudiants, mais aussi aux personnels d'encadrement : enseignants, formateurs, tuteurs, maîtres d'apprentissage, chefs d'établissements, personnels administratifs, et même aux jeunes demandeurs d'emploi.

Les études d'impact⁽¹⁾ récentes de l'Agence Erasmus+ montrent combien les mobilités en Europe sont utiles : les demandeurs d'emploi retrouvent plus rapidement du travail, les apprentis prolongent leurs études et accèdent à des niveaux de rémunération plus élevés. Et, surtout, les compétences informelles et la confiance en soi sortent renforcées.

Réduire les inégalités sociales et territoriales

Dans cette période clé de lutte pour l'emploi et contre le décrochage, Erasmus+ semble en mesure de pouvoir servir les priorités nationales : ainsi, la mobilisation du réseau d'éducation prioritaire (REP) doit permettre de réduire les inégalités sociales et territoriales observées dans les établissements scolaires français. Même si la mobilité internationale


n'est pas mentionnée dans les objectifs stratégiques du réseau, elle pourrait être un outil intéressant pour réduire les écarts de réussite à l'image, par exemple, de ce qu'a développé le lycée professionnel Voltaire de Nîmes. Cet établissement a profité d'un financement Erasmus pour mettre en avant un parcours professionnel valorisé au travers d'une période de stage à l'étranger. La préparation de la mobilité est effectuée par les professeurs des disciplines professionnelles et

de langues étrangères au travers de diverses actions dont l'étude des habitudes culturelles et de la vie locale. Elle doit permettre une bonne intégration des jeunes à l'étranger mais aussi un bénéfice socioculturel et professionnel valable pour la vie. Ce n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres.

Intégration sociale

Le programme entend maintenant s'inscrire dans une vision nouvelle de développement territorial et plus seulement individuel grâce notamment aux partenariats

stratégiques. Erasmus+ permet de rassembler, autour d'un projet d'innovation pédagogique, des acteurs d'origines différentes (collectivités territoriales, associations, entreprises, etc.) et facilite la mise en avant d'une vision de moyen terme de la valeur ajoutée qu'apporte la formation. Nul doute qu'il pourra aussi servir la cause de l'intégration sociale.

Aujourd'hui, Erasmus+ s'emploie à remporter le défi de la démocratisation dans le supérieur : malgré des budgets limités, un étudiant boursier en mobilité internationale sur deux est un Erasmus+. Il s'agit, d'ici 2020, de réussir désormais la conquête des jeunes hors enseignement supérieur. La voie est bien tracée. 

Antoine Godbert, directeur de l'Agence Erasmus+ France

¹ www.agence-erasmus.fr/page/etudes-impact



© Alain Schneider / Reporter Press Agency

CONFRONTATIONS EUROPE ET LES JEUNES

Confrontations Europe sort des sentiers habituels en allant rencontrer de jeunes adultes en banlieue parisienne, dans le cadre du projet « *Hear my voice - les jeunes ont leur mot à dire dans le débat sur l'emploi en Europe* » soutenu par la Représentation de la Commission européenne en France. Avec l'aide d'une vingtaine de partenaires sur place (mairies, missions locales, écoles de la deuxième chance, lycées, IUT...), l'as-

sociation organise deux rencontres, l'une a eu lieu à Bondy le 12 novembre et l'autre se tiendra à Sarcelles le 2 décembre. Il s'agit d'informer les participants sur les actions de l'Union européenne en faveur de l'emploi des jeunes (programmes de mobilité comme Erasmus+, garantie jeunesse...) et d'ouvrir le débat sur la thématique de l'insertion professionnelle, en leur faisant partager leurs expériences et leurs réflexions sur ce sujet.

Les propositions qui émaneront de ces débats seront présentées le 16 décembre à partir de 18 heures à la Bourse du travail de Paris devant des représentants d'institutions nationales et européennes et des acteurs économiques et sociaux. À vos agendas !

Katarina Cirodde, chargée de mission à Confrontations Europe